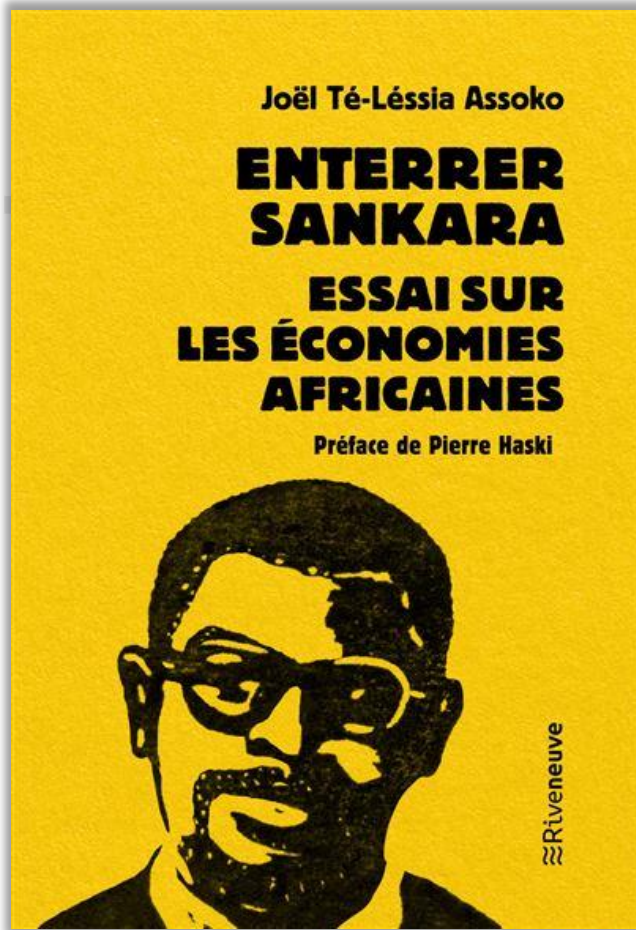




Miser sur l'économie plutôt que sur l'idéologie pour débloquer le développement en Afrique



Enterrer Sankara, Essai sur les économies africaines

Résumé

Ceci n'est pas un brûlot même s'il invite à désacraliser des icônes comme le charismatique dirigeant du Burkina Faso qui a modernisé son pays à marche forcée mais est aussi à l'origine d'hérésies économiques qu'il est à la mode de revendiquer aujourd'hui sur le continent. Or, la première loi de la pauvreté est l'économie ! Ni la moralisation du capitalisme, ni la redéfinition du progrès, ni les tribulations de l'impérialisme ne sont l'affaire des Africains. Seule compte la hausse rapide et continue de la productivité par travailleur, unique garantie de la progression du niveau de vie des populations.

| | |
|---------------------|-----------------------|
| Titre | Enterrer Sankara |
| Auteur | Joël Té-Léssia Assoko |
| Date de publication | 27 mars 2025 |
| Édition | Riveneuve |
| ISBN | 978-2-36013-732-9 |



Sur l'auteur



Joël Té-Léssia Assoko est journaliste économique avec dix ans d'expérience professionnelle, ancien responsable des pages économie et finance de Jeune Afrique (2020-2022), diplômé de Sciences Po Paris et de Dauphine, ancien élève du Prytanée militaire de Saint-Louis. Il a été secrétaire général du Cercle Afrique des diplômés de Sciences Po (2019-2023), président de la Société des journalistes de Jeune Afrique (2019-2022) et il a co-fondé le think-tank l'Afrique des Idées dont il est l'auditeur général depuis 2017.

Il y a 39 ans, Thomas Sankara était assassiné, après quatre ans au pouvoir au Burkina Faso. Sa mémoire reste vive à travers le continent africain et symbolise l'espoir révolutionnaire post-colonial.

Pourtant, alors que la ré-inhumation de Sankara le 23 février 2023, Joël Té-Léssia Assoko publie un essai dont le titre fait grincer : il faudrait « enterrer » Sankara.

Pourquoi est-il nécessaire d'enterrer le « Che Guevara » africain pour débloquer le développement économique du continent ?

Le mythe Sankara : marxisme, anti-impérialisme et panafricanisme

Thomas Sankara a pris le pouvoir entre 1983 et 1987 en Haute-Volta, qui a obtenu son indépendance de la France en 1960. Il confie à son organe dirigeant, le Conseil National de la Révolution (CNR), la mission de transformer le pays, alors parmi les plus pauvres d'Afrique.

Les premières réformes sont symboliques : l'hymne du pays, son drapeau et son nom sont changés. La Haute-Volta devient le Burkina Faso, littéralement le « Pays des Hommes intègres ».

Sur le plan économique, Thomas Sankara dénonce les aides extérieures. Il le revendique : *« il est normal que celui qui vous donne à manger vous dicte également ses volontés »*. Il dénonce la dette et le système financier international qui contraint les réformes sociales. Son discours majeur sur la dette, prononcé en juillet 1987 lors du sommet de l'OUA à Addis Abeba reste marquant. Selon lui, *« les origines de la dette remontent aux origines du colonialisme. Ceux qui nous ont prêtés de l'argent, ce sont eux qui nous ont colonisés. »*.

Il engage surtout le Burkina Faso dans un processus révolutionnaire. La révolution de 1983-1987 se construit clairement sur une ligne marxiste, anti-impérialiste, internationaliste et panafricaine. Son discours à l'ONU du 12 octobre 1984 met en avant ses convictions féministes et écologiques, et souligne ses inspirations marxistes-léninistes.

De façon pragmatique, la politique de Sankara s'est structurée autour du **Programme populaire de développement (PPD)**, un projet avec l'objectif d'atteindre l'indépendance et l'autosuffisance économique. Il plébiscite un développement endogène, refusant catégoriquement les



Programmes d'ajustement structurel (PAS) du FMI.

En somme, les réformes menées par Sankara transforment le pays. Les campagnes massives d'alphabétisation dans les campagnes portent leurs fruits, des millions d'enfants sont vaccinés contre la rougeole, la méningite et la fièvre jaune, et le pays devient autosuffisant au niveau alimentaire en quatre ans. Symboliquement, la révolution sankariste permet de souder le peuple burkinabè autour d'un idéal.

Mais cette révolution sankariste prend fin de façon prématurée. Quatre ans après sa prise de pouvoir, le 15 octobre 1987, le dirigeant est assassiné lors d'un coup d'État. Lui succède à la tête du pays son plus proche ami, Blaise Compaoré. Ce dernier reste au pouvoir entre 1987 et 2014, puis démissionne par suite du soulèvement populaire dans le pays. **En 2022, il est condamné par contumace à Ouagadougou à la prison à perpétuité pour avoir commandité l'assassinat de Thomas Sankara.**

Sankara : quand l'idéologie prend le pas sur l'économie

Au Burkina Faso, la figure de Thomas Sankara reste majeure. L'héritage reste immense dans l'esprit des Burkinabé, qui voient en lui une figure qui a changé les mentalités. Les partis sankaristes se font de plus en plus entendre depuis la chute du régime de Blaise Compaoré en 2014.

Cet héritage dépasse même les frontières du Burkina Faso : il est une figure de la Révolution africaine par excellence, du tiers-mondisme et de l'internationalisme. Les dirigeants putschistes au Sahel réinvestissent régulièrement sa figure. **Thomas Sankara figure parmi le Panthéon des personnalités africaines, aux côtés du ghanéen Kwame Nkrumah, du congolais Patrice Lumumba ou encore du tanzanien Julius Nyerere.**

Car Thomas Sankara, ce sont des convictions révolutionnaires nourries de théories. Il oppose la morale exploiteuse à la morale révolutionnaire pour la justice sociale, et désigne comme prioritaires l'alphabétisation et l'accès aux soins de la population, investissant massivement dans le « capital humain », quoi qu'il en coûte.

Pour faire révolution, il faut des révolutionnaires. Ceux-là se lèvent lorsque les affects qui les concernent sont mobilisés. L'ère Sankara reprend à son compte les symboles les plus parlants des révolutions africaines : dénoncer l'impérialisme – entendre le FMI, la Banque mondiale, Washington, Pékin et même Abidjan –, le néo-colonialisme, le franc CFA, la Françafrique et les élites corrompues.

Ces symboles sont des éléments de mobilisation des masses. Ils sont investis par les partis politiques, les syndicats et les organisations précisément car ils parviennent à chauffer les esprits et mettre en mouvement. Là réside précisément le problème. **Selon Joël Té-Léssia Assoko, la figure de Sankara, dont l'importance n'est pas remise en cause, a pour tort de mobiliser des discours idéologiques au détriment d'une vision économique et stratégique réaliste.**



La première loi de la pauvreté est l'économie

Contre la chaleur des affects et des symboles qui chargent la révolution sankariste, l'économie est une matière froide. L'ouvrage d'Assoko multiplie les exemples pour rappeler cette réalité : dénoncer l'aide au développement est une chose, mais le Burkina Faso n'arrivera pas à s'en défaire sans mettre en péril 14% de son PIB ; et les critiques à l'égard de la dette ne la rendent pas moins nécessaire pour mener les ambitieuses réformes voulues par le CNR.

L'économie moderne est un ensemble de rapport de forces, qui structurent les modèles de production de chaque pays. Elle est un ensemble d'équations froides, liant la hausse du niveau de vie à quelques indicateurs, en premier chef la hausse de la productivité. C'est par cette hausse de la productivité par travailleur que des économies telles que la Chine ou le Costa Rica, expliqués dans l'ouvrage, réussissent à sortir de la pauvreté.

Il y a un rapport de forces qui structure les échanges commerciaux, les investissements directs étrangers et les taux d'intérêt sur la dette publique. L'économie est une somme de rapports de forces et de blocages qui structurent les liens entre les agents économiques. Elle est toujours ancrée dans un contexte et une réalité. **La seule réponse qui compte est celle du réalisme et du pragmatisme.**

À côté de ce réalisme nécessaire, Assoko dénonce un « saut dans l'absurde » :

- Absurde lorsque des gouvernements et intellectuels africains remettent en cause la pertinence du PIB – indicateur certes très imparfait –, qui reste l'indicateur majeur à l'échelle mondiale pour conditionner le choix des investisseurs ;
- Absurde quand la dette est dénoncée pour être une injustice envers les économies africaines, alors même que la dette est indispensable pour financer les investissements africains ;

En somme, dans bien des économies africaines, **on pense l'économie comme un champ de bataille idéologique** : le débat autour du franc CFA ne pose jamais la question de l'inflation, les investissements étrangers sont rarement séparés des thèmes de néo-colonialisme et de l'impérialisme. Or l'économie est un outil au service des gouvernants, elle est une « science aigre, faite de stricts arbitrages entre le souhaitable et le possible ».

La question n'est pas de savoir si le progrès est moral ou si la dette est juste. Ce qui importe, c'est d'accroître l'efficacité d'une économie pour permettre le progrès, et de poser les conditions d'une dette soutenable et peu onéreuse. Ces outils sont dominants dans « le jeu du monde ». **Si l'Afrique veut y prendre part, elle doit les défaire des idéologies et des dénonciations de principe ; et mieux les mobiliser pour mieux prendre part au rapport de force.**



Les économies africaines doivent jouer le rapport de forces

L'économie a donné pour loi de développement l'exploitation accrue de ressources énergétiques pour accroître la productivité des pays. Ces voies de croissance habituelles sont aujourd'hui fermées, ce qui expose les économies africaines à la nécessité de faire preuve de créativité et de pragmatisme pour emprunter la voie du développement.

Ce pragmatisme nécessite plus que jamais de jouer le rapport de forces, et comprendre les mécanismes sous-jacents au système économique régional et mondial. Le retour de l'administration Trump au pouvoir en 2025 a remis à l'ordre du jour la *ratio economica* qui structure les rapports de force : l'idéologie est mise au pas de la négociation et des intérêts partagés.

L'auteur plaide pour des trajectoires différenciées et réalistes du développement dans chacune des économies. Le sous-titre « *Essai sur les économies africaines* » ne met pas au hasard au pluriel ces économies. Loin d'être un bloc homogène, le continent africain est constitué d'une multitude de pays aux atouts, obstacles et contextes différents.

Sur les tombes aussi, les fleurs poussent

Près de quarante ans après la mort du charismatique leader burkinabè, son héritage demeure celui d'une Révolution inachevée. Eut-il vécu plus longtemps, son projet de transformation de la société burkinabè aurait-il fonctionné.

L'essai d'Assoko défend la thèse contraire : non seulement la Révolution sankariste n'aurait sans doute pas fonctionné, elle a également planté des discours qui sont restés nocifs pour le continent. Parmi les plus importants, la tendance à *regarder ailleurs* devant certaines réalités économiques, et la confusion entre économie et rhétorique.

Ces maux continuent de polluer les discours des gouvernements africains, nombreux à confondre rapports de forces et rapports de domination. Dépasser ces rapports nécessite de regarder froidement les réalités des blocages au développement en Afrique. Ceux-là ne peuvent se régler qu'au prix d'investissements massifs, ciblés et stratégiques. Un tel besoin en investissement recentre la question du développement à sa variable la plus importante : l'accès au financement à bas coût, et la rentabilité des investissements. **Une telle clé de lecture prend le revers de celle de Thomas Sankara. L'adopter requiert de le commémorer comme la figure majeure qu'il a été, et de l'enterrer. Car sur les tombes aussi, les fleurs poussent.**



Que faut-il en retenir ? Une lecture par Yasmine Guemmaz

Cet essai permet d'adresser une question essentielle pour les économies africaines et maghrébines : comment tourner la page des affects qui ont structuré les positions économiques des gouvernements africains depuis les décolonisations ?

C'est une tâche extrêmement difficile tant les politiques économiques et les questions sociales, historiques et symboliques sont étroitement entremêlées. L'essai d'Assoko a en ceci la qualité majeure d'adopter lui-même la vision froide de l'économie pour laquelle il plaide. Mais les choses ne seront pas simples : les questions mémorielles restent vives, et continuent de structurer les dynamiques entre les économies africaines et les Occidentaux.

Le rapport de puissances semble se rééquilibrer progressivement, allant dans le sens d'une vision plus pragmatique et réaliste des relations économiques. Lors du sommet *Africa Forward* à Nairobi, en mai 2026, le Président français Emmanuel Macron souligne la fin du « pré-carré » français en Afrique, et a plaidé pour des relations d'investissements, en tournant la page de l'aide publique au développement.

Il s'agit du travail de toute une nouvelle génération. Les affects hérités des années Sankara ne peuvent plus structurer les décisions des années 2030. En cela, Thomas Sankara peut reposer au Panthéon des figures majeures en Afrique, symbolisant une première étape vers la souveraineté des économies africaines. Aux générations nouvelles d'en écrire la suite dans un monde nouveau, avec des mots nouveaux.



MENARA vient de l'arabe منارة, phare. Du swahili au persan, c'est un nom choisi pour ce qu'il signifie : éclairer ce qui reste dans l'ombre.

MENARA s'est construit sur une conviction qui est aussi un refus : l'Afrique et le Moyen-Orient ne sont pas des marges à commenter mais des centres à comprendre. Des espaces trop longtemps saisis dans l'urgence, réduits à l'événement, lus à travers des catégories héritées.

Fondé en 2025 par de jeunes diplômés des meilleures écoles et universités, MENARA est un think tank d'analyse économique, géopolitique et financière. En contrepoint des récits dominants, nous cultivons un regard de plus longue portée : distinguer ce qui est structurel de ce qui est conjoncturel, l'ambition politique de la capacité d'exécution, l'effet d'annonce de la transformation réelle.

À travers des notes analytiques et des formats longs, MENARA s'adresse à ceux qui décident ou conseillent sur ces terrains. Indépendant de tout gouvernement, parti ou bailleur de fonds, MENARA balise les écueils et trace le chemin avec réflexion dense et ancrée dans le réel.

MENARA est une association loi 1901 indépendante. Cette interview est publiée à titre informatif et analytique, sur la base de sources publiques vérifiées et d'un entretien avec l'auteur. Les opinions exprimées relèvent de l'auteur et n'engagent pas MENARA, ses membres ou contributeurs.

Contact : menara.thinktank@gmail.com

Site web : <https://www.menara.fr/>